

VERTALING

N. 92 — 1118

28 OKTOBER 1991. — Besluit van de Executieve tot opheffing van het ministerieel besluit van 3 juli 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van het personeel van het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor Voortdurende Vorming van de Middenstand en van de Instituten voor Voortdurende Vorming van de Middenstand

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 1 september 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 18 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het decreet van 3 juli 1991, vastgesteld op 1 januari 1992, het nemen van een besluit ter zake op 1 januari 1992 verplicht maakt;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 14 oktober 1991,

Besluit :

Artikel 1. Het ministerieel besluit van 3 juli 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van het personeel van het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor Voortdurende Vorming van de Middenstand en van de Instituten voor Voortdurende Vorming van de Middenstand, wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 28 oktober 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F. 92 — 1119

[S-C — 20192]

28 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions d'agrément des Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment l'article 16;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 1991;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1991 fixée le 1er janvier 1992 rend obligatoire la prise de l'arrêté dont objet également le 1er janvier 1992;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 octobre 1991,

Arrête :

Article 1er. Pour pouvoir être agréés par l'Exécutif et subventionnés par l'Institut, les Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommés « les Centres », doivent répondre aux conditions prévues à l'article 16 du décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Pour satisfaire à ces conditions, les Centres doivent adopter des statuts qui ne peuvent déroger aux articles 1, 3, 5, 6, 7, 10, 17, 23, 26, 29, 31 et 32 des statuts-types annexés au présent arrêté.

Art. 2. Les Centres doivent soumettre à l'Exécutif, pour approbation, leurs statuts ainsi que chaque modification de ces statuts. Dans un délai de deux mois après la réception de ces statuts ou modification, l'Exécutif donne son approbation ou fait connaître ses objections.

Art. 3. Pour satisfaire aux dispositions du décret précité, les Centres devront organiser un minimum de cinquante cours de formation, dont douze au moins pour la formation de chef d'entreprise. Ils devront, en outre, organiser des activités de formation prolongée. L'Exécutif peut accorder une dérogation à ces conditions.

Art. 4. L'Exécutif peut suspendre, ou retirer l'agrément lorsque :

1° les statuts ne répondent plus aux conditions définies à l'article 1er du présent arrêté;

2° les tâches confiées aux Centres ne sont pas réalisées;

3° le plan comptable n'est pas appliqué;

4° le minimum d'activités, prévu à l'article 3 du présent arrêté n'est plus atteint;

5° certaines activités exercées sont incompatibles avec les missions définies à l'article 22 du décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 5. Les Centres qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du décret précité conservent leur agrément.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 fixant les conditions d'agrément des Centres de Formation permanente des Classes moyennes est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Art. 8. Le Ministre qui a la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 28 octobre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Annexe

**Statuts-types pour les Centres de Formation permanente
pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Les soussignés :

.....
.....
.....
.....
toutes personnes morales de droit belge ont convenu de constituer une association sans but lucratif dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

TITRE Ier. — Objet de l'association

Article 1er. L'association est dénommée
Centre de Formation permanente des Classes moyennes ».

Art. 2. Le siège social est établi à (localité ou agglomération). Il pourra, sur simple décision du conseil d'administration, être transféré dans toute autre localité de la province.

Art. 3. L'association a pour but exclusif de remplir les missions qui lui sont dévolues par l'article 22 du décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises :

1^o promouvoir, avec le concours de l'Institut, l'apprentissage, la formation de chef d'entreprise, la formation prolongée, la reconversion et le perfectionnement pédagogique;

2^o organiser, à titre exclusif, les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise, ainsi que d'organiser le stage lié à la formation de chef d'entreprise;

3^o assurer la guidance pédagogique des apprentis inscrits aux cours;

4^o élaborer les programmes et organiser les activités de la formation prolongée et de la reconversion;

5^o délivrer les attestations, certificats et diplômes visés aux articles 4, 7 et 12 du décret.

L'association devra réaliser le but poursuivi dans le respect de toutes les convictions.

Art. 4. L'association est constituée pour une durée indéterminée.

TITRE II. — Des membres

Art. 5. L'association est composée de membres dont le nombre est illimité sans pouvoir être inférieur à trois.

L'association est ouverte exclusivement aux organisations et groupements répondant aux conditions fixées par le décret du 3 juillet 1991.

Art. 6. Le conseil d'administration doit admettre comme membres toutes les associations professionnelles et interprofessionnelles répondant aux conditions de l'article 5.

Art. 7. Une cotisation peut être exigée des membres. Elle ne peut excéder F 50 000 par an. Le membre qui n'a pas payé sa cotisation est considéré comme démissionnaire. Les membres ne contractent aucune obligation relativement aux engagements de l'association.

Art. 8. L'association membre perd sa qualité de membre par démission, par exclusion, par dissolution ou par la perte des conditions en vertu desquelles elle a été admise.

Art. 9. La démission et l'exclusion des membres se font de la manière déterminée par l'article 12 de la loi du 27 juin 1921.

Les membres démissionnaires ou exclus, ainsi que leurs ayants droit n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent, en aucun cas, réclamer ou requérir ni relevé ou reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

TITRE III. — De l'assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale se compose de tous les membres de l'association.

Elle est seule compétente pour délibérer sur tous les objets prévus à l'article 4 de la loi du 27 juin 1921.

Les personnes physiques désignées pour siéger au conseil d'administration et qui ne sont pas mandataires d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle à l'assemblée générale peuvent assister à ladite assemblée générale avec voix consultative.

Art. 11. Il sera tenu, chaque année, une assemblée générale ordinaire des membres. Le conseil d'administration en fixera la date.

Des assemblées générales extraordinaires seront convoquées chaque fois que le conseil d'administration le jugera utile aux intérêts de l'association ou, dans le mois, lorsqu'un cinquième au moins des membres en fera la demande par lettre recommandée contenant les questions à porter à l'ordre du jour.

Art. 12. L'assemblée générale est convoquée par le président ou par la personne qu'il désigne à cette fin.

La convocation est adressée à chaque membre par lettre ordinaire au moins dix jours avant la date de la réunion.

L'ordre du jour est établi par le conseil d'administration et joint à la convocation.

Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour. Elle sera adressée par lettre recommandée au conseil d'administration au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Sauf dans les cas prévus aux articles 8, 12 et 20 de la loi, l'assemblée peut délibérer valablement sur les points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour, moyennant l'assentiment unanime des administrateurs présents.

Art. 13. L'assemblée générale est présidée par le président ou, à son défaut, par un des vice-présidents, à commencer par le plus âgé, ou, à défaut de ceux-ci, par le plus âgé des autres administrateurs présents.

Art. 14. Aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, chaque membre dispose d'une voix.

Les membres participent à l'assemblée par l'intermédiaire d'un mandataire. Nul mandataire ne peut disposer de plus d'un mandat. Seules les procurations écrites sont valables.

Art. 15. Sauf les exceptions prévues par la loi ou par les statuts, l'assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents et les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Pour le calcul de majorités, il n'est pas tenu compte des voix des membres qui s'abstiennent au vote, sauf dans les cas où une disposition impérative de la loi exige un quorum spécial.

Art. 16. Les délibérations et les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux, qui sont conservés au siège social. Ils peuvent être consultés sur place.

TITRE IV. — Du conseil d'administration

Art. 17. L'association est administrée par un conseil qui se compose de membres nommés par l'assemblée générale sur présentation des organisations professionnelles et interprofessionnelles.

Le conseil est composé :

a) d'administrateurs représentant des professions différentes ou des groupes de professions différentes pour lesquels des activités de formation permanente sont régulièrement organisées dans le Centre;

b) d'administrateurs représentant les associations interprofessionnelles;

c) d'administrateurs choisis en raison de leur compétence et en tout cas d'un représentant de la Chambre des Métiers et Négoces désigné par le bureau de la Chambre des Métiers et Négoces de la province dans laquelle se trouve le siège de l'association.

Ces organisations professionnelles et interprofessionnelles ne peuvent détenir chacune ni plus de 50 p.c. ni moins de 40 p.c. des mandats d'administrateurs.

Les administrateurs sont désignés pour un terme maximum de six ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Le mandat des administrateurs sortants ne prend fin qu'à la date de l'entrée en fonction de leur successeur. En cas de vacance du mandat d'un ou de plusieurs administrateurs, les administrateurs restant en fonction forment un conseil d'administration ayant les mêmes pouvoirs qu'un conseil d'administration complet et ce jusqu'à l'assemblée générale suivante.

L'administrateur qui a été nommé pour pourvoir à une vacance de mandat, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 18. Les candidatures aux fonctions d'administrateur doivent être adressées au conseil d'administration avant l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les nominations.

Sont également recevables les candidatures présentées en séance, avec l'accord des intéressés, par le conseil d'administration ou par dix membres au moins.

Les candidats sont élus dans l'ordre du nombre de voix obtenues par chacun d'eux. S'il y a parité de voix, il sera procédé à un scrutin de ballottage.

Art. 19. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président et un ou plusieurs vice-présidents.

Il se réunit sur convocation écrite du président ou de la personne déléguée à cette fin, adressée au moins cinq jours avant la date de la réunion.

Il se réunit au moins une fois chaque trimestre et chaque fois que l'exige le bon fonctionnement de l'association ou lorsqu'un tiers de ses membres en fait la demande par écrit.

Art. 20. La majorité des administrateurs en fonction est requise aux réunions de conseil d'administration pour pouvoir délibérer valablement.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix émises par les administrateurs présents. Les administrateurs qui s'abstiennent au vote sont considérés comme n'étant pas présents pour le calcul des majorités.

En cas de partage des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Art. 21. Les délibérations et les décisions du conseil sont consignées dans les procès-verbaux, qui sont conservés au siège social. Ils peuvent être consultés sur place. Les extraits et copies de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 22. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social et pour l'administration et la gestion de l'association.

Il peut, dans ces limites, accomplir tous les actes qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts et notamment confier à des commissions spécialisées ou à des personnes particulièrement compétentes, l'examen de certains aspects des problèmes qu'il est amené à résoudre.

Il peut également constituer en son sein un bureau restreint dont feront obligatoirement partie le président et le ou les vice-présidents.

Art. 23. Le conseil d'administration désigne un directeur répondant aux conditions fixées par l'Exécutif de la Communauté française et met à sa disposition les moyens nécessaires pour exécuter les décisions du conseil d'administration et assurer la direction journalière du Centre.

Le directeur assiste à toutes les réunions avec voix consultative. Il est chargé d'exécuter les décisions du conseil et d'assurer dans la mesure fixée et sous la responsabilité de ce dernier, la direction journalière du centre.

Art. 24. Le conseil d'administration doit entendre, au moins deux fois par an, un représentant des professeurs, choisi par eux et parmi eux, afin de lui permettre de faire connaître au conseil d'administration son point de vue sur les problèmes qui les concernent.

Art. 25. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers.

Art. 26. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues par le conseil d'administration, à la diligence du président ou d'un administrateur spécialement désigné à cet effet.

Art. 27. Les administrateurs ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Ce mandat doit être exercé à titre gratuit, sauf décision de l'assemblée générale autorisant le paiement de jetons de présence ou le remboursement des frais de déplacement.

TITRE V. — Des ressources, des budgets et des comptes

Art. 28. Les fonds sont employés exclusivement à la réalisation de l'objet social de l'association.

Art. 29. La comptabilité est tenue conformément aux dispositions du décret du 3 juillet 1991, des arrêtés de l'Exécutif et des règlements pris en vue de leur exécution.

Art. 30. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre suivant, date à laquelle les comptes sont arrêtés.

Les comptes sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale, accompagnés du rapport sur la situation de l'association et du budget pour l'exercice suivant.

L'approbation par l'assemblée générale vaut décharge pour les administrateurs

TITRE VI. — Dissolution et liquidation

Art. 31. L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que dans les règles prescrites par l'article 20 de la loi. L'assemblée désignera par la même délibération un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs.

Art. 32. Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'assemblée générale déterminera la destination du patrimoine de l'association en lui donnant une affectation qui ne peut être étrangère à la formation permanente faisant actuellement l'objet du décret du 3 juillet 1991 et prenant en considération les dispositions dudit décret relatives aux modalités de la contribution de la Communauté française.

Art. 33. Le conseil d'administration peut arrêter un règlement d'ordre intérieur déterminant les modalités d'application des présents statuts. Le règlement est obligatoire pour tous les membres.

Art. 34. Pour tous les cas non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Le conseil d'administration veillera à l'accomplissement de toutes les formalités et assurera les publications requises par les articles 3, 9, 10 et 11 de cette loi.

Art. 35. Les personnes physiques, membres fondateurs d'une association « Centre de Formation permanente des Classes moyennes » et toujours membres de l'assemblée générale à la date de l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1991, peuvent continuer de faire partie de ladite assemblée générale avec voix consultative.

Art. 36. L'assemblée générale de ce jour a élu en qualité d'administrateurs :

M(M.) :

Mme(s) :

lesquels acceptent et ont désigné entre eux, en qualité de :

Président : M. ou Mme.

Vice-président(s) : M(M.) ou Mme(s).

Fait à, le

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 octobre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 92 — 1119

[S-C — 29192]

28 OKTOBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de Centra voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, inz. op artikel 16;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, dd. 11 september 1991;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het decreet van 3 juli 1991, vastgesteld op 1 januari 1992 het nemen van een besluit ter zake op 1 januari 1992 verplicht maakt;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Gelet op de beraadslaging van de Executieve dd. 14 oktober 1991,

Besluit :

Artikel 1. Om erkend te worden door de Executieve en gesubsidieerd te worden door het Instituut, moeten de Centra voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna genoemd « de Centra », voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 16 van het decreet van 3 juli 1991

betreffende de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen. Daartoe moeten ze statuten goedkeuren die niet afwijken van de artikelen 1, 3, 5, 6, 7, 10, 17, 23, 28, 29, 31 en 32 van de bij dit besluit gevoegde statuten.

Art. 2. De Centra moeten de Executieve hun statuten, alsook elke wijziging van deze statuten, ter goedkeuring voorleggen. In een termijn van twee maanden na de ontvangst van deze statuten of de wijziging ervan, geeft de Executieve haar goedkeuring of doet ze haar bezwaren kennen.

Art. 3. Om aan de bepalingen van voormeld decreet te voldoen moeten de centra minstens vijftig vormingslessen inrichten waarvan minstens twaalf voor de opleiding tot ondernemingshoofd. Bovendien moeten ze werkzaamheden inzake voortgezette opleiding inrichten. De Executieve kan een afwijking van deze voorwaarden toestaan.

Art. 4. De Executieve kan de erkenning schorsen of intrekken wanneer :

- 1° de statuten niet meer beantwoorden aan de bij artikel 1 van dit besluit bepaalde voorwaarden;
- 2° de aan de centra toegewezen opdrachten niet worden vervuld;
- 3° het boekhoudplan niet wordt toegepast;
- 4° de vereiste minimale werkzaamheden onverenigbaar zijn met de bij artikel 22 van het decreet van 3 juli 1991 betreffende de Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen bepaalde opdrachten.

Art. 5. De Centra die op de datum van de inwerkingtreding van bovenvermeld decreet erkend zijn, behouden hun erkenning.

Art. 6. Het ministerieel besluit van 20 november 1978 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de Centra voor Permanente Vorming van de Middenstand, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid de Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 oktober 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

Bijlage

Modelstatuten van de Centra voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

De ondergetekenden :

.....

allen rechtspersonen naar Belgisch recht hebben onder elkaar een vereniging zonder winstoogmerk opgericht waarvan zij de statuten als volgt hebben bepaald :

TITEL I. — Voorwerp van de vereniging

Artikel 1. De vereniging heeft als benaming »..... Centrum voor Voortdurende Vorming van de Middenstand».

Art. 2. De maatschappelijke zetel is gevestigd te (gemeente of agglomeratie). Hij kan, bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur, in elke andere gemeente van de provincie worden overgebracht.

Art. 3. De vereniging heeft uitsluitend tot doel de opdrachten te vervullen die haar toegewezen zijn bij artikel 22 van het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen :

- 1° met de medewerking van het Instituut de leertijd, de opleiding tot ondernemer, de verlengde opleiding, de omscholing en de pedagogische volmaking bevorderen;
- 2° zelf alleen instaan voor de organisatie van de lessen, de doorlopende evaluatie en de examens voor de leertijd en de opleiding tot ondernemer, en de stage i.v.m. de opleiding tot ondernemer organiseren;
- 3° voorzien in de pedagogische begeleiding van de voor de leergangen ingeschreven leerlingen;
- 4° de programma's van de verlengde opleiding en de omscholing uitwerken en de desbetreffende activiteiten organiseren;
- 5° de attesten, getuigschriften en diploma's, bedoeld in de artikelen 4, 7 en 12 van het decreet van 3 juli 1991 uitroeken.

De vereniging zal het gestelde doel moeten betrachten met eerbiediging van alle overtuigingen.

Art. 4. De vereniging is opgericht voor onbepaalde duur.

TITEL II. — De leden

Art. 5. De vereniging is samengesteld uit leden waarvan het aantal onbeperkt is, zonder minder dan drie te mogen bedragen.

De vereniging is uitsluitend toegankelijk voor de organisaties en de groeperingen die beantwoorden aan de voorwaarden gesteld bij het decreet van 3 juli 1991.

Art. 6. De raad van bestuur moet als leden al de beroeps- en interprofessionele verenigingen toelaten die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel 5.

Art. 7. Er mag aan de leden een bijdrage gevraagd worden. Ze mag 50 000 frank per jaar niet overschrijden. Het lid dat zijn bijdrage niet betaalt wordt beschouwd als ontslagnemend. De leden gaan geen enkele verplichting aan inzake de verbintenissen van de vereniging.

Art. 8. Het lidmaatschap vervalt door ontslagneming, uitsluiting, ontbinding of wanneer niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden waaronder het aanvaard werd.

Art. 9. De ontslagneming en de uitsluiting van de leden gebeurt op de wijze door artikel 12 van de wet van 27 juni 1921 bepaald.

De ontslagnemende of uitgesloten leden, alsmede hun rechthebbenden, hebben geen enkel recht op het maatschappelijk kapitaal. Zij kunnen geenszins een afrekening of het overleggen van een rekening, noch een verzegeling, noch, en inventaris opeisen of vorderen.

TITEL III. — *De algemene vergadering*

Art. 10. De algemene vergadering is samengesteld uit alle leden van de vereniging.

Zij alléén is bevoegd om te beraadslagen over al de zaken voorzien in artikel 4 van de wet van 27 juni 1921.

De natuurlijke personen die worden aangewezen om zitting te hebben in de raad van bestuur en die niet afgevaardigd zijn door een beroeps- of interprofessionele vereniging in de algemene vergadering, kunnen deze vergadering bijwonen met raadgevende stem.

Art. 11. Er zal jaarlijks een gewone algemene vergadering der leden worden gehouden. De raad van bestuur bepaalt de datum ervan.

Buitengewone algemene vergaderingen zullen opgeroepen worden telkens als de raad van bestuur het voor de belangen van de vereniging nuttig oordeelt, of binnen een maand wanneer ten minste één vijfde der leden erom verzoeken bij aangetekende brief die de op de agenda in te schrijven zaken bevat.

Art. 12. De algemene vergadering wordt bijeengeroepen door de voorzitter of door de persoon die hij daarvoor aanwijst.

De oproepingsbrief wordt ten minste tien dagen vóór de datum der vergadering als gewone brief aan ieder lid gezonden.

De agenda wordt opgesteld door de raad van bestuur en bij de oproepingsbrief gevoegd.

Elk voorstel dat door een twintigste van de leden is ondertekend moet op de agenda worden gebracht. Het zal ten minste veertien dagen vóór de datum der vergadering bij ter post aangetekende brief aan de raad van bestuur gezonden worden.

Behoudens in de gevallen bepaald bij de artikelen 8, 12 en 20 van de wet, kan de algemene vergadering geldig beraadslagen over de punten die niet vermeld zijn op de agenda, met eenparige instemming van de aanwezige bestuurders.

Art. 13. De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter of in geval van verhindering door één der ondervoorzitters, te beginnen met de oudste in jaren of, in geval van verhindering van deze, door de oudste in jaren der aanwezige bestuurders.

Art. 14. Ieder lid beschikt over één stem in de gewone en buitengewone algemene vergaderingen.

De leden nemen aan de vergadering deel door tussenkomst van een gemachtigde. Geen enkel gemachtigde mag meer dan één schriftelijke volmacht bezitten.

Art. 15. Behoudens de uitzonderingen bepaald in de wet of in de statuten, kan de algemene vergadering geldig beraadslagen welk het aantal aanwezige leden ook zij en worden de beslissingen genomen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

Bij het berekenen van de meerderheid wordt geen rekening gehouden met de stemmen van de leden die zich bij de stemming onthielden, tenzij in de gevallen waarin een uitdrukkelijke wetsbepaling een bijzonder kworum voorschrijft.

Art. 16. De beraadslagingen en de beslissingen van de algemene vergadering worden opgenomen in de notulen en bewaard ten maatschappelijken zetel. Ze kunnen ter plaatse worden geraadpleegd.

TITEL IV. — *De raad van bestuur*

Art. 17. De vereniging wordt bestuurd door een raad samengesteld uit leden benoemd door de algemene vergadering op voorstel van de beroeps- en interprofessionele verenigingen.

De raad is samengesteld uit :

- a) bestuurders die verschillende beroepen of verschillende beroepsgroepen vertegenwoordigen waarvoor regelmatig activiteiten van voortdurende vorming in het Centrum worden georganiseerd;
- b) bestuurders die de interprofessionele verenigingen vertegenwoordigen;
- c) bestuurders die wegens hun bijzondere bevoegdheid worden gekozen, en in elk geval een vertegenwoordiger van de Kamer voor Ambachten en Neringen aangeduid door het bureau van de K.A.N. van de provincie waarin de zetel van de vereniging zich bevindt.

De beroeps- en interprofessionele verenigingen mogen ieder niet meer dan 50 % van de mandaten van bestuurder bezitten en niet minder dan 40 %.

De bestuurders worden aangewezen voor een maximumtermijn van zes jaar. De uittreedende leden zijn herkiesbaar.

Het mandaat der uittreedende bestuurders neemt pas een einde op de datum van de indiensttreding van hun opvolgers. Wanneer het mandaat van één of meer bestuurders vrij is, vormen de in functie gebleven bestuurders een raad van bestuur, die tot op de volgende algemene vergadering de machten bezit van een volledige raad van bestuur.

De bestuurder die aangesteld werd om in een vrijgekomen mandaat te voorzien beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

Art. 18. De kandidaatstellingen voor het mandaat van bestuurder dienen gericht te worden aan de raad van bestuur voor de algemene vergadering die over de benoemingen moet beslissen.

De kandidaturen die in vergadering met instemming van de belanghebbenden, door de raad van bestuur of door ten minste tien leden worden voorgedragen zijn insgelijks ontvankelijk.

De gegadigden worden verkozen bij meerderheid van stemmen in de volgorde van het aantal stemmen door ieder van hen behaald. Bij gelijkheid van stemmen wordt overgegaan tot een herstemming.

Art. 19. De raad van bestuur benoemt onder zijn leden een voorzitter en één of meer ondervoorzitters.

De raad van bestuur wordt samengeroepen door middel van een schriftelijke uitnodiging van de voorzitter of van de persoon die hiervoor aangewezen werden ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering verstuurd.

De raad van bestuur wordt ten minste eenmaal per trimester samengeroepen en telkens als het noodzakelijk is voor de goede werking van de vereniging of wanneer een derde van zijn leden hierom schriftelijk verzoekt.

Art. 20. Om geldig te kunnen beraadslagen dient de meerderheid van de bestuurders in functie aanwezig te zijn op de vergaderingen van de raad van bestuur.

De beslissingen van de raad worden genomen bij meerderheid van de door de aanwezige bestuurders uitgebrachte stemmen. Bij het berekenen van de meerderheid worden de bestuurders die zich onthielden als afwezig beschouwd.

Bij staking van stemmen is die van de voorzitter of van zijn plaatsvervanger beslissend.

Art. 21. De beraadslagingen en de beslissingen van de raad worden opgenomen in notulen en bewaard ten maatschappelijk zetel. Ze kunnen ter plaatse worden geraadpleegd. De uittreksels en afschriften van die notulen worden door de voorzitter of door twee bestuurders ondertekend.

Art. 22. De raad van bestuur beschikt over de meest uitgebreide macht om het maatschappelijk doel te verwezenlijken en voor het bestuur en het bestuur van de vereniging.

Binnen deze perken mag de raad alle handelingen stellen die niet uitdrukkelijk door de wet of door deze statuten aan de algemene vergadering zijn voorbehouden, en meer bepaald het onderzoek van zekere aspecten van de problemen die hij moet oplossen toevertrouwen aan gespecialiseerde commissies of aan bijzonder bevoegde personen.

Hij kan eveneens onder zijn leden een beperkt bureau oprichten waarvan de voorzitter en de ondervoorzitter(s) deel moeten uitmaken.

Art. 23. De raad van bestuur benoemt een directeur die moet voldoen aan de voorwaarden gesteld door de Executieve van de Franse Gemeenschap en stelt hem de middelen ter beschikking die nodig zijn om de beslissingen van de raad van bestuur uit te voeren en om de dagelijkse leiding van het Centrum waar te nemen.

De directeur woont alle vergaderingen bij met raadgevende stem. Hij is belast met de uitvoering van de beslissingen van de raad en staat in, binnen de gegeven opdracht en onder de verantwoordelijkheid van de raad, voor het dagelijks bestuur van het centrum.

Art. 24. De raad van bestuur dient ten minste tweemaal per jaar een vertegenwoordiger van de leraars, door en onder hen aangewezen, te horen, ten einde hem ertoe in staat te stellen de standpunten over de problemen die hen aanbelangen te doen kennen aan de raad.

Art. 25. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan één of meerdere leden of aan derden.

Art. 26. De rechtsvorderingen, als eiser of verweerder, worden namens de vereniging ingesteld of staande gehouden door de raad van bestuur, op benaarding van de voorzitter of van een hiervoor aangewezen bestuurder.

Art. 27. De bestuurders gaan, omwille van hun functies, geen enkele persoonlijke verplichting aan en zijn slechts verantwoordelijk voor de uitoefening van hun opdracht.

Dit mandaat is onbezoldigd behoudens beslissing van de algemene vergadering houdende toekenning van zitpenningen of terugbetaling van reiskosten.

TITEL V. — *De inkomsten, begrotingen en rekeningen*

Art. 28. De maatschappelijke gelden worden uitsluitend aangewend tot verwezenlijking van het maatschappelijk doel.

Art. 29. De boekhouding wordt gehouden overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 3 juli 1991 en van de besluiten en reglementen genomen ter uitvoering ervan.

Art. 30. Het maatschappelijk dienstjaar gaat in op 1 januari en eindigt op 31 december daaropvolgend, datum waarop de rekeningen worden afgesloten.

De rekeningen worden ter goedkeuring aan de algemene vergadering voorgelegd vergezeld van een verslag over de toestand van de vereniging en van de begroting voor het volgend dienstjaar.

De goedkeuring door de algemene vergadering geldt als ontlasting voor de bestuurders.

TITEL VI. — *Ontbinding en vereffening*

Art. 31. De algemene vergadering kan alleen de ontbinding van de vereniging uitspreken overeenkomstig de regels voorgeschreven door artikel 20 van de wet. De vergadering stelt bij dezelfde beraadslaging één of meer vereffenaars aan, waarvan ze de bevoegdheden bepaalt.

Art. 32. In al de gevallen van vrijwillige of gerechtelijke ontbinding zal de algemene vergadering de bestemming bepalen van het patrimonium van de vereniging door het een bestemming te geven die niet vreemd mag zijn aan de Voortdurende Vorming van de Middenstand die thans het voorwerp uitmaakt van het decreet van 3 juli 1991, in acht genomen de bepalingen van dat decreet betreffende de modaliteiten van de bijdrage van de Franse Gemeenschap.

Art. 33. De raad van bestuur mag een huishoudelijk reglement opstellen dat de toepassingsmodaliteiten van deze statuten vaststelt. Het reglement is bindend voor alle leden.

Art. 34. Voor al de gevallen die niet in deze statuten voorzien werden, verwijzen de partijen naar de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk.

De raad van bestuur waakt voor het vervullen van alle rechtsvormen en draagt zorg voor de bekendmakingen die vereist zijn bij de artikelen 3, 9, 10 en 11 van bedoelde wet.

Art. 35. De natuurlijke personen, stichtende leden van een vereniging « Centrum voor Voortdurende Vorming van de Middenstand » en die nog lid zijn van de algemene vergadering op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 3 juli 1991, mogen van deze algemene vergadering deel blijven uitmaken met raadgevende stem.

Art. 36. De algemene vergadering van heden heeft volgende bestuurders verkozen :

De heer (heren)
 Mevr.
 die aanvaarden en onder mekaar hebben aangewezen als :
 Voorzitter : de heer of Mevr
 Ondervoorzitter(s) : de heer (heren) of Mevr.
 Opgemaakt te, op

Mij bekend om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
 J.-P. GRAFE

F. 92 — 1120

[S-C — 29194]

28 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif
fixant les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement des commissions professionnelles
dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment l'article 17;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 1991;

Vu les lois sur le conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1991 fixée le 1er janvier 1992 rend obligatoire la prise de l'arrêté dont objet également le 1er janvier 1992;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 octobre 1991,

Arrête :

Article 1er. L'Exécutif agréé, auprès de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et sur proposition de celui-ci, des Commissions professionnelles qui ont pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à une profession ou à un groupe de professions ou sur les problèmes spécifiques à la formation permanente.

Art. 2. Dans les limites de leur compétence, ces commissions professionnelles formulent des avis ou font des propositions en rapport avec tous les problèmes relatifs à la formation permanente tels que :

- a) les programmes de formation permanente et de reconversion;
- b) la mise en œuvre des moyens susceptibles de promouvoir la formation permanente et la reconversion professionnelle;
- c) l'organisation de la formation pratique en apprentissage et en formation de chef d'entreprise;
- d) le contrôle du bon déroulement de la formation dans l'entreprise dans le cadre du contrat d'apprentissage et de la convention de stage;
- e) l'organisation de l'évaluation des connaissances professionnelles et des aptitudes professionnelles requises.

Art. 3. Chaque commission professionnelle qui a pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à une profession ou à un groupe de professions, dénommée « commission technique » est composée :

- de cinq membres effectifs pour lesquels sont désignés cinq membres suppléants, tous d'expression française et proposés par les fédérations qui remplissent des conditions identiques à celles visées à l'article 6, alinéas 1, 3, 4 et 5 des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979;
- de un ou deux experts désignés par la Commission, si cette dernière ou l'Institut le juge utile, pour leur compétence pédagogique ou technique.

Chaque commission professionnelle qui a pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes spécifiques à la formation permanente, dénommée « commission de formation » est composée au maximum de sept membres, d'expression française, tous effectifs, désignés par l'Institut en fonction de leurs compétences particulières.

Art. 4. § 1er. a) La liste des membres effectifs et des membres suppléants d'une commission technique est proposée à l'Institut, sur demande de ce dernier, par chacune des fédérations professionnelles dans un délai de soixante jours calendrier.

L'Institut arrête la composition de la commission, pour les cinq membres effectifs et les cinq membres suppléants, sur base des listes recueillies à l'expiration du délai de soixante jours calendrier précité, en assurant dans la mesure du possible une répartition équitable des membres entre les différentes provinces, et soumet la liste des membres pour agrément à l'Exécutif.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont agréés par l'Exécutif pour une période de quatre ans, renouvelable, prenant cours le 1er janvier de l'année qui suit celle de l'agrément.

Une même personne peut faire partie de plusieurs Commissions.